

Art. 4. Dans la convention-type jointe à l'annexe à l'arrêté de l'Exécutif flamand du 31 juillet 1991 et modifiée par l'arrêté de l'Exécutif flamand du 1er juillet 1992, la première phrase de l'article 6 est remplacée par : « La présente convention est conclue pour une période prenant fin le 30 septembre 1993. »

Art. 5. Le présent arrêté produit ses effets le 1er janvier 1993.

Art. 6. Le Ministre flamand compétent pour la formation agricole et la formation des classes moyennes est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 16 juin 1993.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
Ministre flamand de l'Economie, des PME, de la Politique scientifique, de l'Energie
et des Relations extérieures,
L. VAN DEN BRANDE

COMMUNAUTE FRANÇAISE -- FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA CULTURE ET DES AFFAIRES SOCIALES

F. 93 — 2086

[S-C — 20311]

29 MARS 1993. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française portant réglementation générale des milieux d'accueil subventionnés par l'Office de la Naissance et de l'Enfance

L'Exécutif de la Communauté française,

Vu le décret du 30 mars 1983 portant création de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, notamment l'article 2, b et f, ainsi que l'article 4, 4^o, modifié par le décret du 12 mars 1990;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 29 janvier 1988 fixant les conditions auxquelles doivent répondre les gardiens et gardiennes d'enfants à domicile, ainsi que les modalités de la surveillance médicale de ces enfants, notamment les articles 1er, 2 et 5, l'article 8, modifié par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 18 novembre 1991, et les articles 10 et 13;

Vu l'accord du Ministre-Président chargé du budget, donné le 29 mars 1993;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Considérant que l'accès à un milieu d'accueil de qualité est un droit pour l'enfant et que le milieu d'accueil doit lui permettre de s'épanouir sur le plan physique, psychologique et social, dans un cadre et selon un projet pédagogique appropriés à son âge;

Considérant que les milieux d'accueil doivent permettre aux parents de concilier leurs responsabilités professionnelles, c'est-à-dire à la fois le travail, la formation professionnelle et la recherche d'emploi et leurs responsabilités parentales;

Considérant qu'il convient de reconnaître le rôle de prévention sociale joué par les milieux d'accueil;

Considérant que le rôle des milieux d'accueil est complémentaire à celui de la famille et qu'ils doivent favoriser l'ouverture et l'écoute des parents;

Considérant que les milieux d'accueil doivent respecter les spécificités culturelles des enfants et être attentifs aux besoins des enfants handicapés;

Sur la proposition du Ministre de la Santé et des Affaires sociales,

Arrête :

TITRE Ier. — Dispositions communes aux différentes catégories de milieux d'accueil subventionnés

CHAPITRE Ier. — Définition, mission, statut juridique et procédure

Article 1er. Le milieu d'accueil a pour objectif d'accueillir, en externat, des enfants non encore soumis à l'obligation scolaire. Ces milieux d'accueil sont :

- 1^o la crèche;
- 2^o le pré-gardiennat;
- 3^o la maison communale d'accueil de l'enfance;
- 4^o le service de gardien(ne)s encadré(e)s.

Art. 2. Le milieu d'accueil est un service ou une institution à but non lucratif, organisé et géré par une personne de droit public, par un pouvoir public subordonné, par une association de tels pouvoirs, par un établissement d'utilité publique ou par une association sans but lucratif, dénommé pouvoir organisateur.

Lorsque ce milieu d'accueil est intégré dans un complexe social, éducatif, scolaire, hospitalier, administratif, industriel ou commercial, il doit être géré comme une entité distincte.

Par ailleurs, lorsque ce milieu d'accueil est créé essentiellement pour l'accueil d'enfants de membres du personnel, il doit également s'ouvrir à d'autres enfants.

CHAPITRE II. — Agrément et fermeture

Art. 3. Le milieu d'accueil doit faire l'objet d'un agrément par l'Office de la Naissance et de l'Enfance suivant les conditions prévues par ce service.

Cet agrément ouvre le droit à l'octroi de subventions pour enfants dont l'âge n'excède pas trois ans, conformément dispositions du présent arrêté.

Art. 4. Le pouvoir organisateur avertit l'Office de la Naissance et de l'Enfance de toute cessation temporaire ou définitive de ses activités, sauf pour cause de vacances annuelles.

Les modalités et le délai de la cessation d'activité font l'objet d'un accord entre le pouvoir organisateur et l'Office de la Naissance et de l'Enfance.

CHAPITRE III. — *Accueil spécifique*

Art. 5. Le milieu d'accueil subventionné doit accueillir les enfants dont les parents font face à des problèmes physiques, psychologiques ou sociaux importants, les enfants faisant l'objet d'une proposition d'un service S.O.S. enfants ou d'une décision judiciaire.

L'accueil d'un enfant handicapé est subordonné à une autorisation préalable accordée sur base des conditions fixées par l'Office de la Naissance et de l'Enfance.

CHAPITRE IV. — *Conditions générales de fonctionnement*

Art. 6. Un responsable de la gestion quotidienne dénommé directeur ou directrice doit être désigné par le pouvoir organisateur pour chaque milieu d'accueil subventionné.

Art. 7. Chaque membre du personnel fournit au médecin de la consultation :

1° la preuve annuelle d'absence d'affection pulmonaire contagieuse;

2° la preuve de vaccination ou d'anticorps protecteurs contre la rubéole;

3° un certificat médical attestant que son état de santé est exempt de danger pour les enfants gardés. Toute modification de l'état de santé doit être signalée spontanément;

Le médecin de la consultation doit avertir, chaque année, les membres féminins du personnel des risques de contracter l'une ou l'autre affection dangereuse en cas de grossesse.

Art. 8. Un enfant ne peut être admis dans un milieu d'accueil subventionné sans que la ou les personnes qui exercent sur lui l'autorité aient consenti à ce qu'il suive le programme de vaccination préconisé par l'Office de la Naissance et de l'Enfance.

Art. 9. Le milieu d'accueil accepte les enfants malades selon les critères fixés par l'Office de la Naissance et de l'Enfance, sur proposition du Collège des conseillers pédiatres.

Art. 10. Tout milieu d'accueil subventionné est tenu d'instaurer une surveillance médicale préventive des enfants conformément aux prescriptions établies par l'Office de la Naissance et de l'Enfance.

Art. 11. Le milieu d'accueil subventionné doit se conformer aux exigences de qualité déterminées par l'Office de la Naissance et de l'Enfance.

Il doit accueillir les enfants au moins :

1° du lundi au vendredi;

2° durant dix heures par jour;

3° deux cent vingt jours par an.

Les personnes chargées de l'accueil et de l'encadrement des enfants doivent participer aux formations organisées par l'Office de la Naissance et de l'Enfance.

Tout milieu d'accueil doit assurer la formation continuée de son personnel.

Art. 12. Tout milieu d'accueil subventionné a l'obligation de contracter les assurances requises, notamment en matière de fonctionnement et d'infrastructure.

Art. 13. Chaque milieu d'accueil doit rédiger un règlement d'ordre intérieur précisant les droits et obligations des parents, du personnel et du pouvoir organisateur.

Ce règlement d'ordre intérieur est soumis à l'approbation de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, qui vérifie sa conformité avec la réglementation des milieux d'accueil.

Il doit être signé pour accord par les parents au moment de l'inscription de l'enfant.

Art. 14. Tout milieu d'accueil doit se conformer aux règles comptables définies par l'Office de la Naissance et de l'Enfance.

Tous les milieux d'accueil subventionnés réclament aux parents des enfants accueillis une participation financière conformément aux règles établies par arrêté de l'Exécutif.

TITRE II. — *La crèche*CHAPITRE Ier. — *Définition et capacité*

Art. 16. La crèche est une structure d'accueil collective conçue pour accueillir en externat des enfants âgés de 0 à 36 mois avec du personnel qualifié.

L'accès ne peut être limité à des tranches d'âge déterminées à l'intérieur de celle visée à l'alinéa 1er.

Art. 17. La crèche a une capacité d'accueil minimale de dix-huit places au moins et de quarante-huit places au plus.

Il peut toutefois être dérogé à ce maximum :

— pour les crèches agréées à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté qui ont une capacité supérieure à quarante-huit places;

— pour les autres crèches, moyennant l'autorisation de l'Office de la Naissance et de l'Enfance.

CHAPITRE II. — *Normes d'encadrement*

Art. 18. L'encadrement des enfants au sein de la crèche est assuré au moins par le personnel suivant :

1° Un(e) puériculteur(trice) pour sept enfants, la qualification de puériculteur(trice) pouvant toutefois, pour les enfants âgés de plus de 18 mois, être remplacée par celle d'aspirant(e) en nursing ou d'instituteur(trice) de l'enseignement maternel, sans excéder la moitié du personnel affecté à l'encadrement des enfants de cet âge.

2° Un(e) infirmier(ère) à temps plein pour une capacité de 48 places ou occupé(e) à temps réduit suivant un horaire calculé en fonction de tranches de 12 places.

3° Un(e) infirmier(ère) social(e) ou un(e) assistant(e) social(e) occupé(e) à mi-temps pour une capacité de 48 places ou, occupé(e) à temps réduit suivant un horaire calculé en fonction de tranches de 24 places.

4° Les prestations de l'infirmier(ère) et de l'assistant(e) social(e) font l'objet d'une répartition différente selon les nécessités du service en vue d'assurer un meilleur équilibre des fonctions, sans qu'une telle répartition aboutisse à une augmentation des prestations subventionnées et pour autant que le suivi médical et social reste assuré.

Art. 19. Les membres du personnel doivent être âgés de 18 ans au moins et de 65 ans au plus.

CHAPITRE III. — *Subventions*

Art. 20. Le pouvoir organisateur de la crèche agréée peut bénéficier de subventions de fonctionnement imputables au crédit inscrit au budget de l'Office de la Naissance et de l'Enfance.

Ces subventions sont allouées pour le personnel en fonction aux conditions suivantes :

1° Pour les puériculteurs(trices), la crèche doit se conformer au tableau ci-après :

18-20 places : 2,5 temps puéricult.

21-24 places : 3 temps puéricult.

25-27 places : 3,5 temps puéricult.

28-31 places : 4 temps puéricult.

32-34 places : 4,5 temps puéricult.

35-38 places : 5 temps puéricult.

39-41 places : 5,5 temps puéricult.

42-45 places : 6 temps puéricult.

46-48 places : 6,5 temps puéricult.

Au-delà de quarante-huit places, les normes susmentionnées sont augmentées d'un temps plein de puériculteur(trice) par tranche de sept places supplémentaires et d'un mi-temps pour la dernière tranche incomplète comptant au moins quatre places.

Les normes relatives aux puériculteurs(trices) des crèches, décrites dans le tableau figurant ci-dessus, peuvent être augmentées d'une demi-unité. Cette mesure est valable dans les limites des crédits budgétaires disponibles.

2° Pour le personnel médico-social, les subventions de fonctionnement sont allouées selon les normes minimales définies à l'article 18, 2, 3, 4. La dernière tranche incomplète peut, sur décision dûment motivée de l'Office de la Naissance et de l'Enfance donner lieu à l'octroi de subventions pour un quart de prestation supplémentaire.

Art. 21. Les subventions de fonctionnement sont calculées à raison de 100 % des charges réelles en rémunérations plafonnées aux barèmes en vigueur pour les services de l'Exécutif de la Communauté française, respectivement pour :

1° les puériculteurs(trices);

2° les instituteurs(trices) maternel(le)s;

3° les infirmier(ère)s breveté(e)s;

4° les infirmier(ère)s sociaux(les) ou assistant(e)s sociaux(les).

Ces subventions sont attribuées sur la base d'un forfait individualisé établi par l'Office de la Naissance et de l'Enfance et tenant compte :

1° du barème des services de l'Exécutif de la Communauté française pour chaque catégorie de personnel pouvant bénéficier de subventions selon l'ancienneté reconnue;

2° des charges patronales calculées sur la rémunération brute;

3° de 2,5 % de la rémunération brute pour charges patronales extra-O.N.S.S.;

4° d'un forfait pour le pécule de vacances;

5° d'un forfait pour la prime de fin d'année et les charges O.N.S.S. y afférentes;

6° d'un forfait déterminé annuellement par le Bureau de l'Office de la Naissance et de l'Enfance pour les remplacements.

Les périodes d'absence du personnel subventionné, hormis les périodes de congé, doivent être signalées à l'Office de la Naissance et de l'Enfance.

L'Office de la Naissance et de l'Enfance contrôle si l'absence d'un membre du personnel qualifié est remplacée effectivement par une personne qualifiée.

Art. 22. Les subventions sont octroyées pour des unités de personnel effectivement en service et rémunérées par le pouvoir organisateur de la crèche.

Elles sont réduites proportionnellement aux prestations partielles.

Art. 23. Les subventions sont versées trimestriellement à terme échu par l'Office de la Naissance et de l'Enfance, sur production par le pouvoir organisateur de la crèche des documents requis.

La crèche doit avoir un taux d'occupation équivalent à 75 % du taux de capacité agréé par l'O.N.E.

Le pourcentage est calculé sur dix heures d'ouverture quotidiennes, au cours d'une période de référence comprenant les cinq trimestres précédents, à l'exclusion du troisième trimestre de l'année civile.

Lorsqu'il n'est pas satisfait aux conditions du présent article, la subvention est réduite à due concurrence en prenant en considération le rapport entre le taux d'occupation et 75 %.

Art. 24. Les crèches agréées peuvent en outre bénéficier, pour l'organisation de la surveillance médicale préventive périodique des enfants, en tout ou en partie de subventions analogues à celles qui sont accordées aux consultations agréées de nourrissons selon les règles et modalités arrêtées par le Bureau de l'Office de la Naissance et de l'Enfance.

Art. 25. Les crèches agréées peuvent bénéficier de subventions destinées à favoriser l'accueil d'enfants présentant des problèmes psychologiques, médicaux ou sociaux graves selon des règles et modalités définies par l'Office de la Naissance et de l'Enfance.

TITRE III. — *Le prégiardiennat*CHAPITRE Ier. — *Définition et capacité*

Art. 26. Le prégiardiennat est une structure d'accueil collective conçue pour accueillir en externat des enfants âgés de 18 mois à 36 mois avec du personnel qualifié.

L'accès ne peut être limité à des tranches d'âge déterminées à l'intérieur de celle précitée.

Art. 27. Le prégiardiennat a une capacité d'accueil de dix-huit places au moins et de quarante-huit places au plus.

CHAPITRE II. — Normes d'encadrement

Art. 28. L'encadrement des enfants au sein du préguardiennat est assuré par le personnel minimum suivant :

1° Un(e) puériculteur(trice) pour 9 enfants, la qualification de puériculteur(trice) pouvant être remplacée par celle d'aspirant(e) en nursing ou d'instituteur(trice) de l'enseignement maternel, sans toutefois excéder la moitié du personnel.

2° Un(e) infirmier(ère) à temps plein pour une capacité de 48 places ou occupé à temps réduit suivant un horaire calculé en fonction de tranches de 12 places.

3° Un(e) infirmier(ère) social(e) ou un(e) assistant(e) social(e) occupé à mi-temps pour une capacité de 48 places ou occupé à temps réduit, suivant un horaire calculé en fonction de tranches de 24 places.

4° Les prestations de l'infirmier(ère) et l'assistant(e) social(e) font l'objet d'une répartition différente selon les nécessités du service et en vue d'assurer un meilleur équilibre des fonctions, sans qu'une telle répartition aboutisse à une augmentation des prestations subventionnées et pour autant que le suivi médical et social reste assuré.

Art. 29. Les membres du personnel doivent être âgés de 18 ans au moins et de 65 ans au plus.

CHAPITRE III. — Subventions

Art. 30. Le pouvoir organisateur du préguardiennat agréé peut bénéficier de subventions de fonctionnement imputables au crédit inscrit au budget de l'Office de la Naissance et de l'enfance.

Art. 31. Ces subventions sont allouées pour le personnel en fonction conformément aux normes suivantes :

1° Pour les puériculteurs(trices) breveté(e)s, le préguardiennat doit se conformer au tableau ci-après :

18-22 places : 2 temps puéricult.

23-26 places : 2,5 temps puéricult.

27-31 places : 3 temps puéricult.

32-35 places : 3,5 temps puéricult.

36-40 places : 4 temps puéricult.

41-44 places : 4,5 temps puéricult.

45-48 places : 5 temps puéricult.

Les normes relatives aux puériculteurs(trices) des préguardiennats, décrites dans le tableau figurant ci-dessus, peuvent être augmentées d'une demi-unité.

Cette mesure est valable dans les limites des crédits budgétaires disponibles.

2° Pour le personnel médico-social, les subventions de fonctionnement sont allouées selon les normes minimales définies à l'article 28 2, 3, 4.

La dernière tranche incomplète peut, sur décision dûment motivée de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, donner lieu à l'octroi de subventions pour un quart-temps de prestation supplémentaire.

Art. 32. Les subventions de fonctionnement sont calculées à raison de 100 % des charges réelles en rémunérations plafonnées aux barèmes en vigueur pour les services de l'Exécutif de la Communauté française, respectivement pour :

1° les puériculteurs(trices);

2° les instituteurs(trices) maternel(le)s;

3° les infirmier(ère)s breveté(e)s;

4° les infirmier(ère)s sociaux(les) ou assistant(e)s sociaux(les).

Ces subventions sont attribuées sur base d'un forfait individualisé établi par l'Office de la Naissance et de l'Enfance tenant compte :

1° du barème des services de l'Exécutif de la Communauté française pour chaque catégorie de personnel pouvant bénéficier de subventions selon l'ancienneté reconnue;

2° des charges patronales calculées sur la rémunération brute;

3° de 2,5 % de la rémunération brute pour charges patronales extra-O.N.S.S. ;

4° d'un forfait pour le pécule de vacances;

5° d'un forfait pour la prime de fin d'année et les charges O.N.S.S. y afférentes;

6° d'un forfait déterminé annuellement par le Bureau de l'Office de la Naissance et de l'Enfance pour les remplacements.

Les périodes d'absence du personnel subventionné, hormis les périodes de congé, doivent être signalées à l'Office de la Naissance et de l'Enfance.

L'Office de la Naissance et de l'Enfance contrôle si l'absence d'un membre du personnel qualifié est remplacée effectivement par une personne qualifiée.

Art. 33. Les subventions sont octroyées pour des unités de personnel effectivement en service et rémunérées par le pouvoir organisateur du préguardiennat.

Elles sont réduites proportionnellement aux prestations partielles.

Art. 34. Les subventions sont versées trimestriellement à terme échu par l'Office de la Naissance et de l'Enfance, sur production par le pouvoir organisateur du préguardiennat des documents requis.

Le préguardiennat doit avoir un taux d'occupation équivalent à 65 % du taux de capacité agréé par l'O.N.E.

Le pourcentage est calculé sur dix heures d'ouverture quotidiennes, au cours d'une période de référence comprenant les cinq trimestres précédents, à l'exclusion du troisième trimestre de l'année civile.

Lorsqu'il n'est pas satisfait aux conditions du présent article, la subvention est réduite à due concurrence en prenant en considération le rapport entre le taux d'occupation et 65 %.

Art. 35. Les préguardiennats agréés peuvent en outre bénéficier, pour l'organisation de la surveillance médicale préventive périodique des enfants, en tout ou en partie de subventions analogues à celles qui sont accordées aux consultations agréées de nourrissons selon les règles et modalités arrêtées par le Bureau de l'Office de la Naissance et de l'Enfance.

Art. 36. Les préguardiennats agréés peuvent bénéficier de subventions destinées à favoriser l'accueil d'enfants présentant des problèmes psychologiques, médicaux ou sociaux graves selon des règles et modalités définies par l'Office de la Naissance et de l'Enfance.

TITRE IV. — La maison communale d'accueil de l'enfance**CHAPITRE Ier. — Définition et capacité**

Art. 37. La maison communale d'accueil de l'enfance est une structure d'accueil collective conçue pour accueillir en externat des enfants âgés de 0 à 6 ans avec du personnel qualifié.

Art. 38. La maison communale d'accueil de l'enfance est organisée par un ou plusieurs pouvoirs publics seuls ou au sein d'une structure où celui-ci ou ceux-ci sont majoritaires.

Elle peut également être organisée par une a.s.b.l. ayant conclu une convention avec la commune précisant les droits et obligations de chacune des parties et conforme au modèle établi par l'Office de la Naissance et de l'Enfance.

Art. 39. La maison communale d'accueil de l'enfance a une capacité minimale de 12 places et maximale de 24 places.

CHAPITRE II. — Normes d'encadrement

Art. 40. L'encadrement des enfants au sein de la maison communale d'accueil de l'enfance est assuré par le personnel minimum suivant :

1^o a) 2,5 temps de puériculteurs(trices) pour 12 places;

b) 1/2 temps de puériculteurs(trices) par groupe de 3 places supplémentaires pour les maisons communales dont la capacité est supérieure à 12 places.

La qualification de puériculteur(trices) peut être remplacée par celle d'aspirant(e) en nursing ou d'instituteur(trice) de l'enseignement maternel. Cette latitude ne peut toutefois viser que la moitié, au maximum, du personnel affecté à l'encadrement des enfants;

c) 1/4 temps d'infirmier(ère) social(e) ou d'assistant(e) social(e) pour 12 places.

Art. 41. Le personnel doit être âgé de 18 ans au moins et de 65 ans au plus.

CHAPITRE III. — Subventions

Art. 42. La maison communale d'accueil de l'enfance a une capacité subventionnée de 12 places.

Art. 43. L'Office de la Naissance et de l'Enfance subventionne les maisons communales d'accueil de l'enfance de la manière suivante :

1^o une somme forfaitaire équivalente au maximum de la participation financière des parents, par journée de présence d'enfant de moins de 3 ans, après déduction de la participation financière des parents perçue conformément au barème et établi par arrêté de l'Exécutif de la Communauté française;

2^o pour les enfants présentant des problèmes psychologiques, médicaux et/ou sociaux graves, il peut être octroyé une subvention majorée équivalant à 150 % de la somme forfaitaire fixée au 1^o;

3^o une somme forfaitaire journalière de 64 FB par présence d'enfant de moins de 3 ans pour frais de fonctionnement. Ce montant est lié à l'indice des prix à la consommation. L'indice de départ est celui en vigueur au 1^{er} novembre 1992.

Art. 44. Une subvention est octroyée pour le 1/4 temps d'infirmier(ère) social(e) ou d'assistant(e) social(e) pour une capacité de 12 enfants.

Cette subvention est attribuée sur base d'un forfait individualisé établi par l'Office de la Naissance et de l'Enfance et tenant compte :

1^o du barème des services de l'Exécutif de la Communauté française pour chaque catégorie de personnel pouvant bénéficier de subventions selon l'ancienneté reconnue;

2^o des charges patronales calculées sur la rémunération brute;

3^o de 2,5 % de la rémunération brute pour charges patronales extra-O.N.S.S.;

4^o d'un forfait pour le pécule de vacances;

5^o d'un forfait pour la prime de fin d'année et les charges O.N.S.S. y afférentes;

6^o d'un forfait déterminé annuellement par le Bureau de l'Office de la Naissance et de l'Enfance pour les remplacements.

Les périodes d'absence du personnel subventionné, hormis les périodes de congé, doivent être signalées à l'Office de la Naissance et de l'Enfance.

L'Office de la Naissance et de l'Enfance contrôle si l'absence d'un membre du personnel qualifié est remplacée effectivement par une personne qualifiée(e).

Art. 45. Les subventions sont versées trimestriellement à terme échu par l'Office de la Naissance et de l'Enfance, pour autant qu'il soit répondu aux conditions définies dans le présent arrêté.

TITRE V. — Le service de gardien(ne)s encadré(e)s**CHAPITRE Ier. — Définition et capacité**

Art. 46. Le service de gardien(ne)s encadré(e)s est un service conçu pour organiser l'accueil en externat, au domicile du gardien ou de la gardienne des enfants âgés de 0 à 6 ans. Ce service est :

1^o soit un service organisé par une crèche ou une maison communale d'accueil de l'enfance agréée par l'Office de la Naissance et de l'Enfance;

2^o soit un service autonome agréé par l'Office de la Naissance et de l'Enfance et organisé par un pouvoir public subordonné, par une association de tels pouvoirs, par un établissement d'utilité publique ou par une association sans but lucratif.

Il encadre des gardien(ne)s répondant aux conditions du chapitre III du présent titre.

Art. 47. Le service de gardien(ne)s encadré(e)s doit :

1^o assurer un accueil adéquat des enfants au domicile des gardien(ne)s, en ce compris la continuité de l'accueil lors de l'indisponibilité temporaire d'un(e) gardien(ne) faisant partie du service;

2^o veiller au développement harmonieux et au bien-être des enfants accueillis en assurant l'encadrement continu des gardien(ne)s;

3^o disposer d'un secrétariat apte à recevoir les demandes de placement d'enfants et à y donner suite sans délai;

- 4° mettre à la disposition des gardien(ne)s l'équipement nécessaire à l'accueil des jeunes enfants;
- 5° établir une convention-type définissant les relations entre le (la) gardien(ne) et le service. Cette convention doit être approuvée par l'Office de la naissance et de l'enfance qui vérifie sa conformité avec la présente réglementation.

CHAPITRE II. — Normes d'encadrement

Art. 48. Pour assurer l'encadrement des gardien(ne)s, le service dispose du personnel minimum suivant :

- 1° un(e) infirmier(ère) gradué(e) social(e) ou un(e) assistant(e) social(e) pour une capacité de vingt gardien(ne)s ou occupé à temps réduit suivant un horaire calculé en fonction de tranches de cinq gardien(ne)s;
- 2° un 1/4 temps d'infirmier(e) gradué(e) social(e) ou d'assistant(e) social(e) par groupe de cinq gardien(ne)s supplémentaires.

Art. 49. La capacité d'un service rattaché à une crèche ou une maison communale d'accueil de l'enfance ne peut être inférieure à cinq gardien(ne)s.

La capacité d'un service non rattaché à une crèche ou une maison communale d'accueil de l'enfance ne peut être inférieure à dix gardien(ne)s.

CHAPITRE III. — Le (la) gardien(ne) encadré(e)

Art. 50. Préalablement à l'accueil, le (la) gardien(ne) encadré(e) doit répondre aux conditions suivantes :

- 1° être âgé(e) de 21 ans au moins et de 65 ans au plus;
- 2° n'exercer aucune activité professionnelle, ne pas être inscrit(e) à un registre de commerce, ne pas bénéficier d'allocations d'interruption de carrière ni d'allocations de chômage;
- 3° produire un certificat de bonne vie et moeurs destiné à une administration publique relatif à chacune des personnes âgées de plus de 18 ans faisant partie de son ménage et/ou appelées à être en contact fréquent avec les enfants gardés;
- 4° fournir au médecin de la consultation :
- la preuve annuelle d'absence d'affection pulmonaire contagieuse, suivant les modalités fixées par l'Office de la Naissance et de l'Enfance, dans son chef et dans celui des personnes faisant partie du ménage et/ou appelées à être en contact fréquent avec les enfants gardés;
 - la preuve de vaccination ou d'anticorps protecteurs contre la rubéole;
 - un certificat médical attestant que son état de santé physique et psychique et celui des personnes faisant partie de son ménage et/ou appelées à être en contact fréquent avec les enfants gardés, est exempt de danger pour ceux-ci;
- Le (la) gardien(ne) est tenu(e) de signaler spontanément toute modification de son état de santé et de celui des membres de son entourage;
- d) la preuve que ses propres enfants de moins de sept ans sont vaccinés selon le schéma préconisé par l'Office de la Naissance et de l'Enfance.
- 5° avoir obtenu l'avis favorable du médecin de la consultation agréée ou créée par l'Office de la Naissance et de l'Enfance exerçant son activité sur le territoire de la commune du domicile du (de la) gardien(ne) ou d'une commune limitrophe;
- 6° présenter régulièrement les enfants à l'équipe médico-sociale de la consultation selon les règles et modalités déterminées par l'Office de la Naissance et de l'Enfance;
- 7° être admis(e) par le pouvoir organisateur sur la base d'une enquête effectuée par le travailleur social du service;
- 8° produire la convention définissant les relations entre le service et le (la) gardien(ne) dûment signée par lui(elle);
- 9° se conformer à la capacité d'accueil fixée par le médecin de la consultation de nourrissons sur proposition du travailleur social du service et en concertation avec le travailleur médico-social de l'Office de la Naissance et de l'Enfance;

En cas de contestation, la décision est prise par le conseiller médical.

10° Faire l'objet d'une autorisation communale du collège des bourgmestre et échevins, telle que prévue à l'article 5 du décret du 30 mars 1983 portant création de l'Office de la Naissance et de l'Enfance.

Le collège des bourgmestre et échevins dispose d'un délai de vingt et un jours ouvrables pour statuer au-delà duquel l'autorisation communale est considérée comme acquise.

Le refus d'autorisation doit être motivé. La motivation doit porter sur des éléments inhérents à la santé physique et psychologique de l'enfant. Un recours spécifique est ouvert aux intéressés auprès de l'Office de la Naissance et de l'Enfance qui doit statuer dans les trente jours.

Art. 51. Le nombre d'enfants de moins de six ans présents chez le (la) gardien(ne) ne peut excéder trois, compte tenu des enfants de moins de trois ans de celui (celle)-ci.

L'Office de la Naissance et de l'Enfance peut, par voie de règlement, déterminer les modalités pratiques d'application du premier alinéa.

Art. 52. Le médecin de la consultation des nourrissons agréée ou créée par l'Office de la Naissance et de l'Enfance peut exiger, à tout moment, que le (la) gardien(ne) et chacune des personnes appelées à être en contact avec les enfants gardés, se soumettent à tout examen médical qu'il estime nécessaire.

Le même pouvoir peut être attribué à un médecin désigné par l'Office de la Naissance et de l'Enfance.

CHAPITRE II. — Subventions

Art. 53. Les services de gardien(ne)s encadré(e)s peuvent bénéficier de subventions de fonctionnement imputables au crédit inscrit au budget de l'Office de la Naissance et de l'Enfance.

Art. 54. Les subventions de fonctionnement visées à l'article 53 sont attribuées si le service de gardien(ne)s encadré(e)s satisfait aux normes définies aux chapitres I et II du présent titre.

Art. 55. Les subventions de fonctionnement pour le travailleur social sont calculées à raison de 100 % des charges réelles en rémunérations plafonnées aux barèmes en vigueur pour les services de l'Exécutif de la Communauté française.

Ces subventions sont attribuées sur base d'un forfait individualisé établi par l'Office de la Naissance et de l'Enfance et tenant compte :

- 1° du barème des services de l'Exécutif de la Communauté française pour cette catégorie de personnel selon l'ancienneté reconnue;

- 2° des charges patronales calculées sur la rémunération brute;
- 3° de 2,5 % de la rémunération brute pour charges patronales extra-O.N.S.S.;
- 4° d'un forfait pour le pécule de vacances;
- 5° d'un forfait pour la prime de fin d'année et les charges O.N.S.S. y afférentes;
- 6° d'un forfait déterminé annuellement par le Bureau de l'Office de la Naissance et de l'Enfance pour les remplacements.

Les périodes d'absence du personnel subventionné, hormis les périodes de congé, doivent être signalées à l'Office de la Naissance et de l'Enfance.

L'Office de la naissance et de l'enfance contrôle si l'absence d'un membre du personnel qualifié est remplacée effectivement par une personne qualifiée.

Art. 56. Ces subventions sont octroyées pour des unités de personnel effectivement en service et rémunérées par le pouvoir organisateur du service de gardien(ne)s encadré(e)s.

Elles sont réduites proportionnellement aux prestations partielles.

Art. 57. Les subventions accordées aux services de gardien(ne)s encadré(e)s comprennent en outre :

- 1° une intervention par journée de placement à domicile;
- 2° une indemnité pour frais administratifs;
- 3° une indemnité pour les frais de déplacement du travailleur social.

Art. 58. L'intervention par journée de placement visée à l'article 57 est fixée à 486 FB, dont il y a lieu de déduire la participation financière des parents perçue conformément au barème établi par arrêté de l'Exécutif de la Communauté française.

Pour les enfants présentant des problèmes psychologiques, médicaux ou sociaux graves, l'intervention par journée de placement est fixée à 726 FB.

Les interventions définies aux aliéna 1er et 2 sont intégralement versées par le service au (à la) gardien(ne).

Art. 59. L'indemnité pour frais administratifs visée à l'article 57 est fixée à 32 FB par enfant.

Art. 60. L'indemnité pour frais de déplacement du travailleur social visée à l'article 57 est fixée à 1 946 FB par mois pour des prestations à temps plein. Elle est réduite à due concurrence en cas de temps partiel.

Art. 61. Le montant des interventions et indemnités visées aux articles 58 à 60 est lié à l'indice des prix à la consommation.

L'indice de départ est celui en vigueur au 1er novembre 1992.

TITRE VI. — Contrôle et sanctions

CHAPITRE Ier. — Contrôle

Art. 62. Afin de permettre à l'Office de la Naissance et de l'Enfance d'exercer sa mission de contrôle, les agents de l'Office de la Naissance et de l'Enfance ont accès aux locaux où s'effectue l'accueil des enfants durant les heures d'ouverture de ceux-ci et ce, en vue d'effectuer les vérifications relevant de leur compétence spécifique.

Les pouvoirs organisateurs mettent à leur disposition les documents afférents aux matières devant faire l'objet de vérifications.

CHAPITRE II. — Sanctions

Art. 63. Outre les dispositions de l'article 5 du décret du 30 mars 1983, en cas de manquements aux dispositions du présent arrêté ou aux règlements adoptés par l'Office de la Naissance et de l'Enfance en vertu de celui-ci, le Bureau du conseil d'administration de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, ou son administration sur délégation, peut procéder à l'application de l'une des sanctions suivantes en fonction de la gravité de la situation :

- suspension des subventions;
- retrait des subventions;
- suspension d'agrément;
- retrait d'agrément.

Le bénéficiaire de l'agrément ou de la subvention sera préalablement entendu en ses explications.

TITRE VII. — Dispositions finales

Art. 64. Dans l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 29 janvier 1988 fixant les conditions auxquelles doivent répondre les gardien(ne)s d'enfants à domicile, ainsi que les modalités de la surveillance médicale de ces enfants, sont apportées les modifications suivantes :

- 1° l'article 1er, 1°, l'article 2, 1° et les articles 5 et 13 sont abrogés;
- 2° à l'article 8, paragraphe 2, alinéa 1er, les mots « pour les gardiennes encadrées et les gardiennes à titre gratuit » sont remplacés par les mots « pour les gardien(ne)s à titre gratuit »;
- 3° à l'article 10, 1°, alinéa 2, les mots « au service de gardiennes encadrées » sont supprimés.

Art. 65. L'arrêté royal du 13 février 1970 fixant les conditions de l'intervention financière de l'Etat dans les frais de fonctionnement des crèches de jours agréées par l'Œuvre Nationale de l'Enfance, modifié par les arrêtés royaux des 5 mai 1971, 25 février 1975, 14 mai 1976, 25 septembre 1978 et 15 juillet 1981 ainsi que par les arrêtés de l'Exécutif de la Communauté française des 7 novembre 1985, 29 janvier 1988 et 12 novembre 1990, est abrogé en ce qui concerne la Communauté française.

Art. 66. L'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 29 janvier 1988 fixant les conditions de l'intervention financière de la Communauté française dans les frais de fonctionnement des services de gardien(ne)s d'enfants à domicile est abrogé.

Art. 67. L'arrêté ministériel du 29 janvier 1988 fixant le montant des subventions forfaitaires attribuées aux services de gardiennes d'enfants à domicile est abrogé.

Art. 68. Les articles 21 à 25, 32 à 36, 43 à 45 et 55 à 61 du présent arrêté produisent leurs effets le 1er avril 1993.

Art. 69. Le Ministre qui a les Affaires sociales et la Santé dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 29 mars 1993.

Par l'Exécutif de la Communauté française :
Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,
Mme M. DE GALAN
Le Ministre-président, chargé du Budget,
B. ANSELME

VERTALING

MINISTERIE VAN CULTUUR EN SOCIALE ZAKEN

N. 93 — 2066

[S-C — 29311]

29 MAART 1993. — Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap houdende algemene reglementering inzake opvangvoorzieningen gesubsidieerd door de « Office de la Naissance et de l'Enfance » (Dienst voor Geboorte en Kinderwelzijn)

De Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 30 maart 1983 houdende oprichting van de « Office de la Naissance et de l'Enfance » (Dienst voor Geboorte en Kinderwelzijn), inzonderheid op artikel 2, b en f, alsook artikel 4, 4^e, gewijzigd bij het decreet van 12 maart 1990;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 29 januari 1988 tot vaststelling van de voorwaarden waaraan de onthaalvaders en onthaalmoeders moeten voldoen alsook van de modaliteiten van het medisch toezicht op deze kinderen, inzonderheid op de artikelen 1, 2 en 5, op artikel 8, gewijzigd bij het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 18 november 1991, en op de artikelen 10 en 13;

Gelet op het akkoord van de Minister-voorzitter, belast met de begroting, gegeven op 29 maart 1993;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Overwegende dat het kind recht heeft op toegang tot een kwaliteitsopvangvoorziening en dat de opvangvoorziening hem ontplooiingsmogelijkheden moet bieden op het lichamelijke, psychologische en sociale vlak, in een kader en volgens een pedagogisch project die aan zijn leeftijd aangepast zijn;

Overwegende dat de opvangvoorzieningen het de ouders mogelijk moeten maken om het beroepsleven, dit is tegelijk het werk, de beroepsopleiding en het zoeken naar een betrekking, te verenigen met hun ouderlijke verantwoordelijkheid;

Overwegende dat de rol van de opvangvoorzieningen op het vlak van de sociale preventie dient te worden erkend;

Overwegende dat de opvangvoorzieningen een aanvullende rol spelen ten opzichte van het gezin en dat ze meer toegankelijk moeten zijn voor de ouders en beter gehoor moeten geven aan die ouders;

Overwegende dat de opvangvoorzieningen de culturele specificiteiten van de kinderen moeten eerbiedigen en een oplettend oor moeten hebben voor de behoeften van gehandicapte kinderen;

Op de voordracht van de Minister van Gezondheid en Sociale Zaken;

Besluit :

TITEL I. — Bepalingen die gemeen zijn voor de verschillende categorieën van gesubsidieerde opvangvoorzieningen

HOOFDSTUK I. — Definitie, opdracht, rechtstoestand en procedure

Artikel 1. De opvangvoorziening heeft als opdracht kinderen die nog niet leerplichtig zijn als externen op te vangen.

Die opvangvoorzieningen zijn :

- 1^o de crèche
- 2^o de peutertuin
- 3^o het gemeentelijk huis voor opvang van kinderen
- 4^o de dienst voor begeleide onthaalvaders en onthaalmoeders.

Art. 2. De opvangvoorziening is een dienst of een instelling zonder winstoogmerk, die georganiseerd of beheerd wordt door een publiekrechtelijke persoon, een ondergeschikt overheidsbestuur, door een vereniging van zulke overheidsbesturen, door een instelling van openbaar nut (établissement d'utilité publique) of door een vereniging zonder winstoogmerk, inrichtende macht genoemd.

Wanneer die opvangvoorziening geïntegreerd is in een sociaal, opvoedings-, school-, ziekenhuis-, administratief, industrieel of handelscomplex, moet ze als een afzonderlijke entiteit worden beheerd.

Wanneer die opvangvoorziening trouwens vooral bestemd is voor de opvang van kinderen van personeelsleden, moet ze eveneens open staan voor andere kinderen.

HOOFDSTUK II. — Erkenning en sluiting

Art. 3. De opvangvoorziening moet worden erkend door de « Office de la Naissance et de l'Enfance » volgens de voorwaarden bepaald door die dienst. Die erkenning opent het recht op subsidies voor de kinderen die niet ouder zijn dan drie jaar, overeenkomstig de bepalingen van dit besluit.

Art. 4. De inrichtende macht brengt de « Office de la Naissance et de l'Enfance » op de hoogte van elke tijdelijke of definitieve beëindiging van haar activiteiten, behalve wegens jaarlijks vakantieverlof.

De nadere regels en de termijn voor de beëindiging van de activiteiten worden tussen de inrichtende macht en de « Office de la Naissance et de l'Enfance » afgesproken.

HOOFDSTUK III. — *Specifieke opvang*

Art. 5. De gesubsidieerde opvangvoorziening moet de kinderen opnemen wier ouders geconfronteerd worden met belangrijke lichamelijke, psychologische of sociale problemen, waarbij de kinderen worden opgevangen op de voordracht van een dienst « S.O.S.- enfants » of als gevolg van een rechterlijke beslissing.

De opvang van een gehandicapt kind wordt afhankelijk gemaakt van een voorafgaande machtiging toegekend op grond van de door de « Office de la Naissance et de l'Enfance » vast te stellen voorwaarden.

HOOFDSTUK IV. — *Algemene werkingsvoorwaarden*

Art. 6. Er moet een persoon verantwoordelijk voor het dagelijks beheer, directeur of directrice genoemd, door de inrichtende macht worden aangewezen voor elke gesubsidieerde opvangvoorziening.

Art. 7. Elk personeelslid bezorgt aan de consultatie-arts :

- 1° het jaarlijks bewijs dat het niet getroffen is door een besmettelijke longaandoening;
 - 2° het bewijs dat er een vaccinatie werd uitgevoerd tegen rodehond of dat er antistoffen zijn ter behoeding tegen rodehond;
 - 3° een medisch attest waaruit blijkt dat zijn gezondheidstoestand zonder gevaar is voor de bewaakte kinderen. Elke wijziging van de gezondheidstoestand moet onmiddellijk worden medegedeeld;
- De consultatie-arts moet, elk jaar, de vrouwelijke personeelsleden op de hoogte brengen van de risico's die ze lopen bij zwangerschap een gevaarlijke aandoening op te lopen.

Art. 8. Geen kind mag in een gesubsidieerde opvangvoorziening worden opgenomen indien de persoon (personen) die het gezag over het kind uitoefent (uitoefenen) zich er het niet eens mee heeft (hebben) verklaard dat het kind het vaccinatieprogramma volgt dat door de « Office de la Naissance et de l'Enfance » wordt aanbevolen.

Art. 9. Op voorstel van het College van adviseurs-kinderartsen, neemt de opvangvoorziening zieke kinderen op volgens door de « Office de la Naissance et de l'Enfance » vast te stellen criteria.

Art. 10. Elke gesubsidieerde opvangvoorziening is gehouden een preventief medisch toezicht over de kinderen te organiseren overeenkomstig de door de « Office de la Naissance et de l'Enfance » vast te stellen voorschriften.

Art. 11. De gesubsidieerde opvangvoorziening moet voldoen aan de door de « Office de la Naissance et de l'Enfance » te stellen kwaliteitseisen.

Die moet kinderen ten minste opnemen :

- 1° van maandag tot vrijdag;
 - 2° gedurende tien uren per dag;
 - 3° tweehonderd twintig dagen per jaar.
- De personen die met het onthaal en de begeleiding van de kinderen belast zijn, moeten de opleidingslessen volgen die door de « Office de la Naissance et de l'Enfance » worden georganiseerd.

Elke opvangvoorziening moet zorgen voor de voortgezette opleiding van haar personeel.

Art. 12. Elke gesubsidieerde opvangvoorziening is verplicht de vereiste verzekeringen aan te gaan, inzonderheid inzake werking en infrastructuur.

Art. 13. Elke opvangvoorziening moet een huishoudelijk reglement vaststellen waarin de rechten en verplichtingen van de ouders, het personeel en de inrichtende macht worden bepaald.

Dat huishoudelijk reglement wordt ter goedkeuring aan de « Office de la Naissance et de l'Enfance » voorgelegd, die nakijkt of dat reglement in overeenstemming is met de reglementering van de opvangvoorzieningen.

Het moet ter instemming door de ouders worden ondertekend wanneer zij hun kind laten inschrijven.

Art. 14. Elke opvangvoorziening moet de boekhoudkundige regels naleven die door de « Office de la Naissance et de l'Enfance » worden bepaald.

Art. 15. Alle gesubsidieerde opvangvoorzieningen eisen van de ouders van de opgevangen kinderen een financiële bijdrage overeenkomstig de bij besluit van de Executieve vast te stellen regels.

TITEL II. — *De crèche*HOOFDSTUK I. — *Definitie en capaciteit*

Art. 16. De crèche is een collectieve opvangvoorziening die bestemd is voor de opvang, als externen, van kinderen tussen 0 en 36 maanden, met bevoegd personeel.

De toegang mag niet beperkt worden tot leeftijdsklassen die bepaald zouden worden binnen de leeftijdsklasse bedoeld in lid 1.

Art. 17. De crèche heeft een opvangcapaciteit van ten minste achttien plaatsen en ten hoogste achtenveertig plaatsen.

Van dat maximum kan echter worden afgeweken :

- voor de crèches die erkend zijn op de datum van inwerkingtreding van dit besluit en die een maximumcapaciteit van meer dan achtenveertig plaatsen hebben;
- voor de andere crèches, mits machtiging door de « Office de la Naissance et de l'Enfance ».

HOOFDSTUK II. — *Begeleidingsnormen*

Art. 18. De begeleiding van de kinderen binnen de crèche wordt waargenomen door ten minste het volgende personeel :

1° Een kinderverzorger(-ster) voor zeven kinderen; voor de kinderen die meer dan 18 maanden oud zijn, kan het ambt van kinderverzorger(-ster) vervangen worden door het ambt van verpleegaspirant(e) of kleuteronderwijzer(es), zonder dat de helft van het personeel bestemd voor de begeleiding van de kinderen van die leeftijd wordt overschreden.

2° Een voltijds presterende verpleegkundige voor een capaciteit van 48 plaatsen of een deeltijds presterende verpleegkundige volgens een dienstregeling vastgesteld op grond van reeksen van 12 plaatsen.

3° Een halftijds presterende sociaal verpleegkundige of maatschappelijk assistent(e) voor een capaciteit van 48 plaatsen of een deeltijds presterende volgens een dienstregeling vastgesteld op grond van reeksen van 24 plaatsen.

4° De prestaties van de verpleegkundige en van de maatschappelijk assistent(e) worden verschillend verdeeld naar gelang van de behoeften van de dienst met het oog op een beter evenwicht van de ambten, zonder dat die verdeling zou leiden tot een verhoging van de gesubsidieerde prestaties en voor zover verder wordt voorzien in de medische en sociale begeleiding.

Art. 19. De personeelsleden moeten minstens achttien jaar oud zijn en niet ouder dan vijfenzeftig jaar.

HOOFDSTUK III. — Toelagen

Art. 20. De inrichtende macht van de erkende crèche kan in aanmerking komen voor werkingstoelagen die aan te rekenen zijn op het krediet dat is uitgetrokken op de begroting van de « Office de la Naissance et de l'Enfance ».

Die subsidies worden onder de volgende voorwaarden toegekend voor het personeel in dienst :

1° Voor de kinderverzorgers(-sters) moet de crèche zich schikken naar de onderstaande tabel :

18-20 plaatsen : 2,5 uurrooster kinderverz.

21-24 plaatsen : 3 uurrooster kinderverz.

25-27 plaatsen : 3,5 uurrooster kinderverz.

28-31 plaatsen : 4 uurrooster kinderverz.

32-34 plaatsen : 4,5 uurrooster kinderverz.

35-38 plaatsen : 5 uurrooster kinderverz.

39-41 plaatsen : 5,5 uurrooster kinderverz.

42-45 plaatsen : 6 uurrooster kinderverz.

46-48 plaatsen : 6,5 uurrooster kinderverz.

Boven de achtenveertig plaatsen worden de bovenvermelde normen verhoogd met een voltijdse betrekking van een kinderverzorger(-ster) per reeks van bijkomende zeven plaatsen en met een halftijdse betrekking voor de laatste onvolledige reeks die ten minste vier plaatsen telt.

De normen betreffende de kinderverzorgers(-sters) van de crèches die in de bovenvermelde tabel zijn omschreven, kunnen verhoogd worden met een halve eenheid. Deze maatregel is geldig binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten.

2° Voor het medisch-sociaal personeel worden de werkingstoelagen toegekend volgens de minimumnormen bepaald in artikel 18, 2, 3 en 4. De laatste onvolledige reeks kan bij behoorlijk met redenen omklede beslissing van de « Office de la Naissance et de l'Enfance » aanleiding geven tot toekenning van subsidies voor bijkomende kwartijdse prestaties.

Art. 21. De werkingstoelagen worden berekend naar rata van 100 % van de werkelijke bezoldigingslasten beperkt tot de thans geldende weddeschalen voor de diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap, respectievelijk voor :

1° de kinderverzorgers(-sters);

2° de kleuteronderwijzer(es);

3° de gebrevetteerde verpleegkundigen;

4° de sociaal verpleegkundige(n) of maatschappelijk assistent(e)n.

Die toelagen worden toegekend op grond van een forfaitair geïndividualiseerd bedrag vastgesteld door de « Office de la Naissance et de l'Enfance » en rekening houdende met :

1° de weddeschaal van de diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap voor iedere categorie van het personeel die gerechtigd is op toelagen volgens de erkende anciënniteit;

2° de werkgeverslasten berekend op de brutobezoldiging;

3° 2,5 % van de brutobezoldiging voor werkgeverslasten buiten-R.S.Z.;

4° een forfaitair bedrag voor het vakantiegeld;

5° een forfaitair bedrag voor de eindejaarstoelagen en de daarmee verbonden R.S.Z.-lasten;

6° een forfaitair bedrag dat jaarlijks bepaald wordt door het bureau van de « Office de la Naissance et de l'Enfance » voor de vervangingen.

De periodes van afwezigheid van het gesubsidieerd personeel, met uitzondering van de verlofperiodes, moeten vermeld worden aan de « Office de la Naissance et de l'Enfance ».

De « Office de la Naissance et de l'Enfance » gaat na of een afwezig bevoegd personeelslid werkelijk wordt vervangen door een bevoegde persoon.

Art. 22. De subsidies worden toegekend voor personeelseenheden die werkelijk in dienst zijn en betaald worden door de inrichtende macht van de crèche.

Ze worden verminderd naar evenredigheid van de deeltijdse prestaties.

Art. 23. De toelagen worden driemaandelijks, na verloop van de termijn, door de « Office de la Naissance et de l'Enfance » uitgekeerd, na overlegging van de bewijsstukken door de inrichtende macht van de crèche.

De bezettingsgraad van de crèche dient gelijk te zijn aan 75 % van de door de « Office de la Naissance et de l'Enfance » erkende opvangcapaciteit.

Het percentage wordt berekend op tien uur dagelijkse openstelling tijdens een referentieperiode bestaande uit de vijf voorafgaande trimesters, met uitsluiting van het derde trimester van het kalenderjaar.

Wanneer aan de voorwaarden van dit artikel niet wordt voldaan, wordt de toelage verminderd tot het passende beloop, waarbij de verhouding tussen de bezettingsgraad en 75 % in aanmerking wordt genomen.

Art. 24. De erkende crèches zijn bovendien voor het organiseren van het preventief periodiek medisch onderzoek over de kinderen, voor het geheel of voor een gedeelte, gerechtigd op dezelfde toelagen als die welke aan de erkende raadplegingen voor zuigelingen worden verleend volgens de door het bureau van de « Office de la Naissance et de l'Enfance » bepaalde regels en modaliteiten.

Art. 25. De erkende crèches zijn gerechtigd op toelagen om de opvang van kinderen te bevorderen die ernstige psychologische, geneeskundige, medische of sociale problemen opleveren, volgens de door de « Office de la Naissance et de l'Enfance » bepaalde regels en modaliteiten.

TITEL III. — De peuterschool

HOOFDSTUK I. — Definitie en capaciteit

Art. 26. De peuterschool is een collectieve opvangvoorziening die bestemd is voor de opvang, als externen, van kinderen tussen 18 en 36 maanden, met bevoegd personeel.

De toegang mag niet beperkt worden tot leeftijdsklassen die bepaald zouden worden binnen de bovenvermelde leeftijdsklasse.

Art. 27. De peuterschool heeft een opvangcapaciteit van ten minste achttien plaatsen en ten hoogste achtenveertig plaatsen.

HOOFDSTUK II. — Begeleidingsnormen

Art. 28. De begeleiding van de kinderen binnen de peuterschool wordt waargenomen door ten minste het volgende personeel :

1° Een kinderverzorger(-ster) voor 9 kinderen; het ambt van kinderverzorger(-ster) kan vervangen worden door het ambt van verpleegassistent(e) of kleuteronderwijzer(es), zonder dat de helft van het personeel bestemd voor de begeleiding wordt overschreden.

2° Een voltijds presterende verpleegkundige voor een capaciteit van 48 plaatsen of een deeltijds presterende volgens een dienstregeling vastgesteld op grond van reeksen van 12 plaatsen.

3° Een halfijds presterende sociaal verpleegkundige of maatschappelijk assistent(e) voor een capaciteit van 48 plaatsen of een deeltijds presterende volgens een dienstregeling vastgesteld op grond van reeksen van 24 plaatsen.

4° De prestaties van de verpleegkundige en van de maatschappelijk assistent(e) worden verschillend verdeeld naar gelang van de behoeften van de dienst met het oog op een beter evenwicht van de ambten, zonder dat die verdeling zou leiden tot een verhoging van de gesubsidieerde prestaties en voor zover verder wordt voorzien in de medische en sociale begeleiding.

Art. 29. De personeelsleden moeten minstens achttien jaar oud zijn en niet ouder dan vijftien jaar.

HOOFDSTUK III. — Toelagen

Art. 30. De inrichtende macht van de erkende peuterschool kan in aanmerking komen voor werkingstoelagen die aan te rekenen zijn op het krediet dat is uitgetrokken op de begroting van de « Office de la Naissance et de l'Enfance ».

Art. 31. Die toelagen worden volgens de volgende normen toegekend voor het personeel in dienst :

1° Voor de gebrevetteerde kinderverzorger(-ster)s moet de peuterschool zich schikken naar de onderstaande tabel :

18-22 plaatsen :	2 uurrooster kinderverz.
23-26 plaatsen :	2,5 uurrooster kinderverz.
27-31 plaatsen :	3 uurrooster kinderverz.
32-35 plaatsen :	3,5 uurrooster kinderverz.
36-40 plaatsen :	4 uurrooster kinderverz.
41-44 plaatsen :	4,5 uurrooster kinderverz.
45-48 plaatsen :	5 uurrooster kinderverz.

De normen betreffende de kinderverzorgers(-sters) van de peuterschoolen die in de bovenvermelde tabel zijn omschreven, kunnen verhoogd worden met een halve eenheid.

Deze maatregel is geldig binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten.

2° Voor het medisch-sociaal personeel worden de werkingstoelagen toegekend volgens de minimumnormen bepaald in artikel 28, 2, 3 en 4.

De laatste onvolledige reeks kan bij behoorlijk met redenen omklede beslissing van de « Office de la Naissance et de l'Enfance » aanleiding geven tot de toekenning van toelagen voor bijkomende kwartijds prestaties.

Art. 32. De werkingstoelagen worden berekend naar rata van 100 % van de werkelijke bezoldigingslasten beperkt tot de thans geldende weddeschalen voor de diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap, respectievelijk voor :

- 1° de kinderverzorgers(-sters);
- 2° de kleuteronderwijzer(es);
- 3° de gebrevetteerde verpleegkundigen;
- 4° de sociaal verpleegkundige(n) of maatschappelijk assistent(e)n.

Die toelagen worden toegekend op grond van een forfaitair geïndividualiseerd bedrag vastgesteld door de « Office de la Naissance et de l'Enfance » en rekening houdende met :

- 1° de weddeschaal van de diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap voor iedere categorie van het personeel die gerechtigd is op toelagen volgens de erkende anciënniteit;
- 2° de werkgeverslasten berekend op de brutobezoldiging;
- 3° 2,5 % van de brutobezoldiging voor werkgeverslasten buiten-R.S.Z.;
- 4° een forfaitair bedrag voor het vakantiegeld;
- 5° een forfaitair bedrag voor de eindejaarstoelagen en de daarmee verbonden R.S.Z.-lasten;
- 6° een forfaitair bedrag dat jaarlijks bepaald wordt door het bureau van de « Office de la Naissance et de l'Enfance » voor de vervangingen.

De periodes van afwezigheid van het gesubsidieerd personeel, met uitzondering van de verlofperiodes, moeten vermeld worden aan de « Office de la Naissance et de l'Enfance ».

De « Office de la Naissance et de l'Enfance » gaat na of een bevoegd personeelslid dat afwezig is werkelijk wordt vervangen door een bevoegd persoon.

Art. 33. De toelagen worden toegekend voor personeelseenheden die werkelijk in dienst zijn en betaald worden door de inrichtende macht van de peuterschool.

Ze worden verminderd naar evenredigheid van de deeltijdse prestaties.

Art. 34. De toelagen worden driemaandelijks, na verloop van de termijn, door de « Office de la Naissance et de l'Enfance » uitgekeerd, na overlegging van de bewijsstukken door de inrichtende macht van de peuterschool.

De bezettingsgraad van de peuterschool dient gelijk te zijn aan 65 % van de door de « Office de la Naissance et de l'Enfance » erkende opvangcapaciteit.

Het percentage wordt berekend op tien uur dagelijkse openstelling tijdens een referentieperiode bestaande uit de vijf voorafgaande trimesters, met uitsluiting van het derde trimester van het kalenderjaar.

Wanneer aan de voorwaarden van dit artikel niet wordt voldaan, wordt de toelage verminderd tot het passende beloop waarbij de verhouding tussen de bezettingsgraad en 65 % in aanmerking wordt genomen.

Art. 35. De erkende peuterscholen zijn bovendien voor het organiseren van het preventief periodiek medisch onderzoek over de kinderen, voor het geheel of voor een gedeelte, gerechtigd op dezelfde toelagen als die welke aan de erkende raadplegingen voor zuigelingen worden verleend volgens de door het bureau van de « Office de la Naissance et de l'Enfance » bepaalde regels en modaliteiten.

Art. 36. De erkende peuterscholen zijn gerechtigd op toelagen om de opvang van kinderen te bevorderen die ernstige psychologische, geneeskundige, medische of sociale problemen opleveren, volgens de door de « Office de la Naissance et de l'Enfance » bepaalde regels en modaliteiten.

TITEL IV. — Het gemeentelijk huis voor opvang van kinderen

HOOFDSTUK I. — Definitie en capaciteit

Art. 37. Het gemeentelijk huis voor opvang van kinderen is een collectieve opvangvoorziening die bestemd is voor de opvang, als externen, van kinderen tussen 0 en 6 jaar, met bevoegd personeel.

Art. 38. Het gemeentelijk huis voor opvang van kinderen wordt georganiseerd door een of meer overheidsbesturen, alleen of binnen een voorziening waarin dit of deze de meerderheid vorm(t)(en).

Het kan ook door een v.z.w. georganiseerd worden die een overeenkomst heeft afgesloten met de gemeente waarin de rechten en plichten van elke partij bepaald zijn en in overeenstemming met het door de « Office de la Naissance et de l'Enfance » opgesteld model.

Art. 39. Het gemeentelijk huis voor opvang van kinderen heeft een opvangcapaciteit van ten minste twaalf plaatsen en ten hoogste vierentwintig plaatsen.

HOOFDSTUK II. — Begeleidingsnormen

Art. 40. De begeleiding van de kinderen binnen het gemeentelijk huis voor opvang van kinderen wordt waargenomen door ten minste het volgende personeel :

1° a) 2,5-tijds betrekking kinderverzorger(-ster)s voor 12 plaatsen

b) 1/2-tijdse betrekking kinderverzorger(-ster)s per groep van 3 bijkomende plaatsen voor de gemeentelijke huizen voor opvang van kinderen waarvan de capaciteit meer dan 12 plaatsen bedraagt.

Het ambt van kinderverzorger(-ster)s kan vervangen worden door dat van verpleegassistent(e) of kleuteronderwijzer(es). Die mogelijkheid mag nochtans maar de helft van het voor de begeleiding van de kinderen aangewezen personeel betreffen.

c) 1/4-tijdse betrekking sociaal verpleegkundige of maatschappelijk assistent(e) voor 12 plaatsen.

Art. 41. De personeelsleden moeten minstens achttien jaar oud zijn en niet ouder dan vijftien jaar.

HOOFDSTUK III. — Toelagen

Art. 42. Het gemeentelijk huis voor opvang van kinderen heeft een gesubsidieerde capaciteit van 12 plaatsen.

Art. 43. De « Office de la Naissance et de l'Enfance » subsidieert de gemeentelijke huizen voor opvang van kinderen zoals volgt :

1° een forfaitair bedrag gelijk aan het maximum van de financiële bijdrage van de ouders, per dag aanwezigheid van een kind beneden drie jaar, na aftrek van de financiële bijdrage van de ouders geïndexeerd met inachtneming van de weddeschaal en bepaald bij besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap;

2° voor de kinderen die ernstige psychologische, medische en/of sociale problemen opleveren, kan een verhoogde toelage worden toegekend gelijk aan 150 % van het forfaitair bedrag vastgesteld in 1°;

3° een dagelijks forfaitair bedrag van 64 F per aanwezigheid van een kind beneden 3 jaar voor werkingskosten. Dit bedrag is gekoppeld aan het indexcijfer van de consumptieprijzen. Het ingangscijfer is dat wat op 1 november 1992 geldend is.

Art. 44. Een toelage wordt toegekend voor een 1/4-tijdse betrekking van een sociaal verpleegkundige of een maatschappelijk assistent(e) voor een capaciteit van 12 kinderen.

Die toelage wordt toegekend op grond van een forfaitair geïndividualiseerd bedrag vastgesteld door de « Office de la Naissance et de l'Enfance » en rekening houdende met :

1° de weddeschaal van de diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap voor iedere categorie van het personeel die gerechtigd is op toelagen volgens de erkende anciënniteit;

2° de werkgeverslasten berekend op de brutobezoldiging;

3° 2,5 % van de brutobezoldiging voor werkgeverslasten buiten-R.S.Z.;

4° een forfaitair bedrag voor het vakantiegeld;

5° een forfaitair bedrag voor de eindejaarstoelage en de daarmee verbonden R.S.Z.-lasten;

6° een forfaitair bedrag dat jaarlijks bepaald wordt door het bureau van de « Office de la Naissance et de l'Enfance » voor de vervangingen.

De periodes van afwezigheid van het gesubsidieerd personeel, met uitzondering van de verlofperiodes, moeten vermeld worden aan de « Office de la Naissance et de l'Enfance ».

De « Office de la Naissance et de l'Enfance » gaat na of een afwezig bevoegd personeelslid werkelijk wordt vervangen door een bevoegd persoon.

Art. 45. De toelagen worden driemaandelijks, na verloop van de termijn, door de « Office de la Naissance et de l'Enfance » uitgekeerd, voor zover aan de in dit artikel bepaalde voorwaarden voldaan is.

TITEL V. — De dienst voor begeleide onthaalvaders en onthaalmoeders**HOOFDSTUK I. — Definitie en capaciteit**

Art. 46. De dienst voor begeleide onthaalvaders en onthaalmoeders is een dienst die bestemd is voor de opvang, als externen, van kinderen tussen 0 en 6 jaar, ten huize van de onthaalvader of onthaalmoeder.

Die dienst is :

1° ofwel een dienst georganiseerd door een crèche of een gemeentelijk huis voor opvang van kinderen erkend door de « Office de la Naissance et de l'Enfance »;

2° ofwel een onafhankelijke dienst erkend door de « Office de la Naissance et de l'Enfance » en georganiseerd door een ondergeschikt overheidsbestuur, door een vereniging van zulke overheidsbesturen, door een instelling van openbaar nut of door een vereniging zonder winstoogmerk.

Die dienst begeleidt onthaalvaders en onthaalmoeders die aan de voorwaarden van hoofdstuk III van deze titel beantwoorden.

Art. 47. De dienst voor begeleide onthaalvaders en onthaalmoeders dient :

1° in een passend onthaal van de kinderen te voorzien ten huize van de onthaalvaders en onthaalmoeders, met inbegrip van de continuïteit van het onthaal bij tijdelijke onbeschikbaarheid van een onthaalmoeder of onthaalvader die deel uitmaakt van de dienst;

2° te waken over de harmonische ontwikkeling en over het welzijn van de opgevangen kinderen door te voorzien in de voortdurende begeleiding van de onthaalvaders en onthaalmoeders;

3° te beschikken over een secretariaat dat in staat is de aanvragen voor plaatsing van kinderen te ontvangen en er zonder verwijl gevolg aan te verlenen;

4° aan de onthaalvaders en onthaalmoeders de uitrusting te leveren die nodig is voor de opvang van kleine kinderen;

5° een modelovereenkomst opmaken tot bepaling van de verhoudingen tussen de onthaalvaders en onthaalmoeders en de dienst. Die overeenkomst moet goedgekeurd worden door de « Office de la Naissance et de l'Enfance » die de overeenstemming met deze regeling vaststelt.

HOOFDSTUK II. — Begeleidingsnormen

Art. 48. Om de begeleiding van de onthaalvaders en onthaalmoeders waar te nemen moet de dienst over ten minste het volgende personeel beschikken :

1° Een gegradueerde sociaal verpleegkundige of een maatschappelijk assistent(e) voor een capaciteit van twintig onthaalvaders en onthaalmoeders of een deeltijds presterende gegradueerde sociaal verpleegkundige of maatschappelijk assistent(e) volgens een dienstregeling vastgesteld op grond van reeksen van vijf onthaalvaders en onthaalmoeders;

2° Een kwartijds presterende gegradueerde sociaal verpleegkundige of maatschappelijk assistent(e) per groep van vijf bijkomende onthaalvaders of onthaalmoeders.

Art. 49. Een dienst die in verband staat met een crèche of een gemeentelijk huis voor opvang van kinderen moet een capaciteit van ten minste vijf onthaalvaders en onthaalmoeders hebben.

Een dienst die niet in verband staat met een crèche of een gemeentelijk huis voor opvang van kinderen dient een capaciteit van ten minste tien onthaalvaders en onthaalmoeders te hebben.

HOOFDSTUK III. — De onthaalvaders en onthaalmoeders

Art. 50. Alvorens te mogen voorzien in de opvang moet de onthaalvader en onthaalmoeder aan volgende voorwaarden voldoen :

1° minstens eenentwintig jaar oud zijn en niet ouder dan vijftenzestig jaar;

2° geen beroepsbezigheid uitoefenen, niet ingeschreven zijn in een handelsregister en niet gerechtigd zijn op loopbaanonderbrekingsstoelagen of op werklozensteun;

3° een getuigschrift overleggen van goed zedelijk gedrag bestemd voor een openbare dienst met betrekking op elke persoon ouder dan 18 jaar die deel uitmaakt van haar gezin en/of vaak contact zou kunnen hebben met de opgevangen kinderen;

4° aan de consultatie-arts de volgende bewijzen bezorgen :

a) het jaarlijks bewijs, volgens de door de « Office de la Naissance et de l'Enfance » bepaalde nadere regels, dat hij of ze niet getroffen is door een besmettelijke longaandoening, noch hij- of zezelf, noch de personen die deel uitmaken van het gezin en/of vaak contact zouden kunnen hebben met de opgevangen kinderen;

b) het bewijs dat er een vaccinatie werd uitgevoerd tegen rodehond of dat er antistoffen zijn ter behoeding tegen rodehond;

c) een medisch attest waaruit blijkt dat zijn of haar lichamelijke en psychische gezondheidstoestand en die van de personen die deel uitmaken van het gezin en/of vaak contact zouden kunnen hebben met de bewaakte kinderen, zonder gevaar is voor dezen;

De onthaalvader of onthaalmoeder moet uit eigen beweging elke wijziging van zijn of haar eigen gezondheidstoestand en van die van de leden van zijn of haar kring mededelen;

d) het bewijs dat zijn of haar eigen kinderen beneden zeven jaar ingeënt zijn volgens het door de « Office de la Naissance et de l'Enfance » voorgeschreven programma.

5° een gunstig advies ontvangen hebben van de arts van de consultatie erkend of opgericht door de « Office de la Naissance et de l'Enfance », die zijn activiteiten uitoefent op het grondgebied van de gemeente van de woonplaats van de onthaalvader of onthaalmoeder of van een aangrenzende gemeente;

6° de kinderen regelmatig vertonen aan de medisch-sociale ploeg van de consultatie volgens de regels en modaliteiten bepaald door de « Office de la Naissance et de l'Enfance »;

7° aanvaard zijn door de inrichtende macht op grond van een onderzoek uitgevoerd door de maatschappelijke werker van de dienst;

8° de behoorlijk door hem of haar ondertekende overeenkomst overleggen waarin het verband tussen de dienst en de onthaalvader of onthaalmoeder wordt bepaald;

9° zich schikken naar de opvangcapaciteit bepaald door de arts van de raadplegingen voor zuigelingen op voordracht van de maatschappelijke werker van de dienst en in overleg met de medisch-sociale werker van de « Office de la Naissance et de l'Enfance »;

Indien er betwisting is, wordt de beslissing genomen door de medische adviseur.

10° het voorwerp uitmaken van een gemeentelijke toelating van het College van burgemeester en schepenen, zoals bepaald in artikel 5 van het decreet van 30 maart 1983 houdende oprichting van de « Office de la Naissance et de l'Enfance ».

Het College van burgemeester en schepenen beschikt over een termijn van eenentwintig werkdagen om een beslissing te nemen, waarna de gemeentelijke toelating als verworven wordt beschouwd.

De toelatingsweigering moet met redenen omkleed zijn. De uiteenzetting van de feiten moet betrekking hebben op de lichamelijke en psychologische gezondheidstoestand van het kind. De betrokkenen kunnen ertegen in specifiek beroep komen bij de « Office de la Naissance et de l'Enfance » die een beslissing moet nemen binnen dertig dagen.

Art. 51. Het aantal kinderen beneden zes jaar die aanwezig zijn bij de onthaalvader of onthaalmoeder mag niet hoger zijn dan drie, eigen kinderen beneden drie jaar daarin meegerekend.

De « Office de la Naissance et de l'Enfance » kan door middel van een regeling de praktische nadere regels bepalen voor de toepassing van het eerste lid.

Art. 52. De arts van de door de « Office de la Naissance et de l'Enfance » erkende of opgerichte raadpleging voor zuigelingen kan op elk ogenblik eisen dat de onthaalvader of onthaalmoeder en elke persoon die contact zou kunnen hebben met de bewaakte kinderen zich moeten onderwerpen aan ieder geneeskundig onderzoek dat hij nodig acht.

Dezelfde bevoegdheid kan worden toegekend aan een door de « Office de la Naissance et de l'Enfance » aangewezen arts.

HOOFDSTUK IV. — Toelagen

Art. 53. De diensten voor begeleide onthaalvaders en onthaalmoeders kunnen in aanmerking komen voor werkingstoelagen die aan te rekenen zijn op het krediet dat is uitgetrokken op de begroting van de « Office de la Naissance et de l'Enfance ».

Art. 54. De in artikel 53 bepaalde werkingstoelagen worden toegekend indien de dienst voor begeleide onthaalvaders en onthaalmoeders voldoet aan de normen bepaald in de hoofdstukken I en II van deze titel.

Art. 55. De werkingstoelagen worden voor de maatschappelijke werker berekend naar rata van 100 % van de werkelijke bezoldigingslasten beperkt tot de thans geldende weddeschalen voor de diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap.

Die toelagen worden toegekend op grond van een forfaitair geïndividualiseerd bedrag vastgesteld door de « Office de la Naissance et de l'Enfance » en rekening houdende met :

1° de weddeschaal van de diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap voor deze categorie van het personeel volgens de erkende anciënniteit;

2° de werkgeverslasten berekend op de brutobezoldiging;

3° 2,5 % van de brutobezoldiging voor werkgeverslasten buiten-R.S.Z.;

4° een forfaitair bedrag voor het vakantiegeld;

5° een forfaitair bedrag voor de eindejaarstoelage en de daarmee verbonden R.S.Z.-lasten;

6° een forfaitair bedrag dat jaarlijks bepaald wordt door het bureau van de « Office de la Naissance et de l'Enfance » voor de vervangingen.

De periodes van afwezigheid van het gesubsidieerd personeel, met uitzondering van de verlofperiodes, moeten vermeld worden aan de « Office de la Naissance et de l'Enfance ».

De « Office de la Naissance et de l'Enfance » gaat na of een afwezig bevoegd personeelslid werkelijk wordt vervangen door een bevoegde persoon.

Art. 56. De toelagen worden toegekend voor personeelseenheden die werkelijk in dienst zijn en betaald worden door de inrichtende macht van de dienst voor begeleide onthaalvaders en onthaalmoeders.

Ze worden verminderd naar evenredigheid van de deeltijdse prestaties.

Art. 57. De aan de diensten voor begeleide onthaalvaders en onthaalmoeders toegekende toelagen bestaan bovendien uit :

1° een tegemoetkoming per plaatsingsdag ten huize;

2° een vergoeding voor bestuurskosten;

3° een vergoeding voor de reiskosten van de maatschappelijke werker.

Art. 58. De tegemoetkoming per plaatsingsdag bepaald in artikel 57 is vastgesteld op 486F waarvan de financiële bijdrage van de ouders geïnd volgens een weddeschaal die vastgesteld is bij besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap moet worden afgetrokken.

Voor de kinderen die ernstige psychologische, medische of sociale problemen opleveren, is de tegemoetkoming per plaatsingsdag vastgesteld op 726 F.

De in de leden 1 en 2 bepaalde tegemoetkomingen worden door de dienst volgestort aan de onthaalvader of onthaalmoeder.

Art. 59. De vergoeding voor bestuurskosten bepaald in artikel 57 is vastgesteld op 32 F per kind.

Art. 60. De vergoeding voor de reiskosten van de maatschappelijke werker bepaald in artikel 57 is vastgesteld op 1946F per maand voor voltijdse prestaties. Ze wordt verminderd tot het passende beloop in geval van deeltijdse prestaties.

Art. 61. Het bedrag van de tegemoetkomingen en vergoedingen bepaald in de artikelen 58 tot 60 is gekoppeld aan het indexcijfer van de consumptieprijzen.

Het ingangscijfer is dat wat op 1 november 1992 geldend is.

TITEL VI. — Toezicht en sancties

HOOFDSTUK I. — Toezicht

Art. 62. Om de « Office de la Naissance et de l'Enfance » in de mogelijkheid te stellen zijn toezichtsoverdracht te vervullen moeten de personeelsleden van de « Office de la Naissance et de l'Enfance » toegangsmogelijkheid hebben tot al de ruimten waar de kinderen kunnen verblijven, tijdens de openingsuren van die ruimten en met name om de onderzoeken te doen die tot hun specifieke bevoegdheid behoren.

De inrichtende machten moeten aan die personeelsleden de stukken ter beschikking stellen die betrekking hebben op de zaken die het voorwerp moeten uitmaken van onderzoeken.

HOOFDSTUK II. — *Sancties*

Art. 63. Onverminderd de bepalingen van artikel 5 van het decreet van 30 maart 1983 kan het bureau van de raad van bestuur van de « Office de la Naissance et de l'Enfance » of zijn bestuur krachtens opdracht, in geval van niet-nakoming van de bepalingen van dit besluit of van de regels aangenomen krachtens dit besluit door de « Office de la Naissance et de l'Enfance », een van de volgende sancties toepassen naar gelang van de ernst van de toestand :

- de subsidieoporschorsing;
- het intrekken van de subsidies;
- de schorsing van de erkenning;
- het intrekken van de erkenning.

De gerechtigden op een erkenning of op een toelage zullen vooraf gelegenheid tot verantwoording krijgen.

TITEL VII. — *Slotbepalingen*

Art. 64. In het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 29 januari 1988 tot vaststelling van de voorwaarden waaraan de onthaalvaders en onthaalmoeders moeten voldoen alsook van de modaliteiten van het medisch toezicht op deze kinderen worden volgende wijzigingen aangebracht :

- 1^o artikel 1, 1^o artikel 2, 1^o en de artikelen 5 en 13 worden opgeheven;
- 2^o in artikel 8, paragraaf 2, lid 1 worden de woorden « Voor de begeleide onthaalmoeders en voor de niet bezoldigde onthaalmoeders » vervangen door de woorden « Voor de niet bezoldigde onthaalvaders en onthaalmoeders »;
- 3^o in artikel 10, 1^o, lid 2 worden de woorden « aan de dienst voor begeleide onthaalmoeders » geschrapt.

Art. 65. Het koninklijk besluit van 13 februari 1970 tot vaststelling van de voorwaarden voor het toekennen van een Rijkstegemoetkoming in de werkingskosten van de door het Nationaal Werk voor Kinderwelzijn erkende kinderdagverblijven, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 5 mei 1971, 25 februari 1975, 14 mei 1976, 25 september 1978 en 15 juli 1981 en bij de besluiten van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 7 november 1985, 29 januari 1988 en 12 november 1990, wordt opgeheven voor wat de Franse Gemeenschap betreft.

Art. 66. Het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 29 januari 1988 tot vaststelling van de voorwaarden voor het toekennen van een financiële tegemoetkoming van de Franse Gemeenschap in de werkingskosten van de diensten voor onthaalvaders of onthaalmoeders wordt opgeheven.

Art. 67. Het ministerieel besluit van 29 januari 1988 tot vaststelling van het bedrag van de forfaitaire werkingstoelagen toegekend aan de diensten voor onthaalmoeders wordt opgeheven.

Art. 68. De artikelen 21 tot 25, 32 tot 36, 43 tot 45 en 55 tot 61 van dit besluit hebben uitwerking met ingang van 1 april 1993.

Art. 69. De Minister tot wiens bevoegdheid de Sociale Zaken en de Gezondheid behoren, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 29 maart 1993

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Sociale Zaken en Gezondheid,
Mevr. M. DE GALAN

De Minister-voorzitter belast met de Begroting,
B. ANSELME

F. 93 — 2067

[S-C — 29312]

**29 MARS 1993. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française
fixant une cotisation à charge des prégiardiennats et crèches
subventionnés par l'Office de la Naissance et de l'Enfance**

L'Exécutif de la Communauté française,

Vu le décret du 30 mars 1983 portant création de l'Office de la Naissance et de l'Enfance (O.N.E.), notamment l'article 4, 4^o, modifié par le décret du 12 mars 1990;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 29 mars 1993 portant réglementation générale des milieux d'accueil subventionnés par l'Office de la Naissance et de l'Enfance, notamment l'article 15;

Vu l'accord du Ministre-Président ayant le budget dans ses attributions donné le 29 mars 1993;

Vu l'avis du conseil d'Etat;

Sur la proposition du ministre des Affaires sociales et de la Santé,

Arrête :

Article 1er. Lorsque la contribution financière moyenne définie à l'article 2 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française fixant la contribution des parents ou de tiers dans les frais de séjour des enfants dans les crèches, prégiardiennats, maisons communales d'accueil de l'enfance et services de gardien(ne)s encadré(e)s subventionnés par l'O.N.E. du 29 mars 1993, dépasse 330 francs par jour et par enfant, une cotisation est perçue par l'O.N.E. à charge de la crèche ou du prégiardiennat.

La cotisation maximale ne peut excéder 8 % du total des contributions financières perçues par la crèche ou le prégiardiennat.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er avril 1993 et cesse d'être applicable le 31 mars 1994.